



ASIE/THAÏLANDE - Proclamation de la loi martiale : commentaire du Secrétaire général exécutif de la Conférence épiscopale

Bangkok (Agence Fides) – « Depuis longtemps, nous nous trouvons dans une situation d'impasse institutionnelle. Dans l'incertitude et dans la précarité, la population a apprécié l'intervention de l'armée qui ne constitue pas un coup d'Etat mais sert à prévenir la violence et le chaos qui causeraient des dommages ultérieurs au pays. Tel est le but de la loi martiale. Dans le cadre d'une situation polarisée, il est urgent d'ouvrir un canal de communication entre les parties afin de résoudre la crise institutionnelle ». C'est en ces termes que Mgr Vissanu Thanya-Anan, Secrétaire général exécutif de la Conférence épiscopale de Thaïlande, commente pour l'Agence Fides, la situation dans le pays après que le chef de l'armée, le Général Prayuth Chan, ait proclamé la loi martiale sur l'ensemble du territoire national.

Le Général, faisant état de la nécessité de garantir la paix et l'ordre, a invité la population à « poursuivre sa vie de façon normale ». La loi donne aux militaires la possibilité d'utiliser les armes pour réprimer des désordres, de confisquer des édifices quels qu'ils soient, de censurer l'information, d'interdire des rassemblements, d'arrêter des suspects et de mettre en place des tribunaux militaires.

Mgr Andrew Vissanu Thanya-Anan explique à Fides : « L'Eglise catholique suit avec une grande attention l'évolution de la situation et conserve une boussole : la paix et la réconciliation nationale. Nous prions et unissons nos efforts à ceux des responsables des autres religions, tels que les bouddhistes, les hindous et les musulmans.

Lorsque la population thaïe voit que les responsables religieux sont unis, main dans la main, en faveur de la paix, ceci a une forte influence sur les cœurs et les esprits et donc sur l'avenir du pays ».

La mesure des militaires arrive après une escalade de la tension sociale et politique enregistrée dans le pays où le gouvernement élu du Premier Ministre Yingluck Shinawatra a été destitué pour abus de pouvoir par une décision de la Cour Suprême et remplacé par un gouvernement provisoire. Au sein de la société thaïe s'est à nouveau déclenchée la confrontation entre une faction antigouvernementale (les chemises jaunes), expression de la bourgeoisie urbaine, et une autre, fidèle au gouvernement Shinawatra (les chemises rouges), formée par des agriculteurs et par la population rurale. Ces derniers jours, les affrontements entre manifestants ont fait 28 morts et des centaines de blessés. Parmi les factions, se trouvent également des groupes militants armés, ce qui a provoqué l'intervention de l'armée. (PA) (Agence Fides 20/05/2014)